



Quels citoyens pour quel monde ? Théories et pratiques du darwinisme social en Allemagne dans la première moitié du XXe siècle

Liliane Crips

► To cite this version:

Liliane Crips. Quels citoyens pour quel monde ? Théories et pratiques du darwinisme social en Allemagne dans la première moitié du XXe siècle. Liliane Hilaire-Pérez. Être Citoyen du monde. Actes du Séminaire doctoral du laboratoire ICT - EA 337 , 1, Université Paris Diderot, 2014, Cosmopolitisme et Internationalisme : théories - pratiques - combats XVe-XXIe siècles, 978-2-7442-0188-2. <hal-01337004>

HAL Id: hal-01337004

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01337004>

Submitted on 24 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LILIANE CRIPS *

**QUELS CITOYENS POUR QUEL MONDE ?
THÉORIES ET PRATIQUES DU DARWINISME SOCIAL EN ALLEMAGNE
DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE**

Dans l'histoire de l'Allemagne et du continent européen des années 1860 jusqu'en 1945, les théories de Darwin ont joué un rôle scientifique et politique central. Dès sa parution en 1859, l'ouvrage de Darwin *De l'origine des espèces* a été lu et discuté, outre-Rhin, dans des cercles de plus en plus larges. Son plus célèbre exégète a été Ernst Haeckel (1834-1919), médecin et professeur d'anatomie à Iéna. Ainsi, en 1863, et malgré l'opposition des Églises, il applique à l'être humain et à la société tout entière la théorie darwinienne de l'évolution et de la sélection des plus aptes. Haeckel contribue de la sorte à un renouvellement de l'ensemble des sciences du vivant, mais aussi des sciences humaines et sociales.

Une autre influence, cette fois française, a contribué à la formation du courant de pensée du darwinisme social. Il s'agit de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*, publié entre 1853 et 1855 par le comte Arthur de Gobineau, traduit en 1900 par Ludwig Schemann, grand ami de Wagner, et fondateur en 1894 de l'Association Gobineau.

Limitée à quelques cénacles, dans l'Allemagne wilhelminienne (1871-1918), la diffusion de la notion d'inégalité (des individus, des groupes, des « races », des cultures) et de l'idée d'une « sélection » nécessaire des plus « aptes » et des plus « performants » s'élargit sous la République de Weimar (1918-1933) aux milieux scientifiques, notamment médicaux, et plus généralement aux milieux universitaires et au *Bildungsbürgertum* (la bourgeoisie intellectuelle).

C'est cependant l'accession au pouvoir du national-socialisme, en 1933, qui constitue un tournant radical, en raison des conséquences tragiques qu'aura l'application de théories issues du darwinisme social à l'échelle de l'Allemagne, puis à celle de tout le continent. Ces théories postulent l'inégalité congénitale des individus et des groupes humains définis en terme de « races » et proclament la nécessité de procéder à la « sélection » des plus « performants ». Elles s'opposent explicitement aux théories issues des Lumières. Alors que celles-ci prônent un idéal universel d'égalité des droits, les précurseurs et les zéloteurs du courant *völkisch* réussissent à imposer

* Maître de Conférences honoraire en Civilisation allemande, Université Paris Diderot - Paris 7

d'autres notions. Un nouveau vocabulaire se crée¹ à partir d'une redéfinition du mot *Volk*² (peuple). Ce terme ne désigne plus, ou plus seulement, un « ensemble d'hommes vivant en société, habitant un territoire défini, ayant en commun un certain nombre de coutumes, d'institutions » (*Le Robert*). Désormais, *Volk* fait référence à une « race » ainsi qu'à des valeurs normatives concernant les opinions politiques, la « santé héréditaire » (*Erbgesundheit*), l'orientation sexuelle et les caractères psychiques censés être déterminés par l'appartenance « raciale ». « Habiter un territoire défini et avoir en commun un certain nombre de coutumes, d'institutions » avec d'autres habitants du même territoire ne suffit donc plus à être considéré comme « citoyen » à part entière (*Reichsbürger*). Dès la promulgation des lois de Nuremberg, en septembre 1935, plusieurs centaines de milliers d'Allemands deviennent de simples « ressortissants » allemands (*Staatsbürger*), autrement dit des citoyens de seconde zone – dont 600 000 Juifs et 30 000 Tziganes, déchus d'un nombre croissant de droits civiques, sociaux et économiques. D'autres mots aussi prennent un sens différent dans les années 1930. On peut lire par exemple dans l'édition de 1938 du dictionnaire *Sprach-Brockhaus*, la définition suivante de « *die Internationale* » : « (1) association interétatique, concernant surtout le mouvement ouvrier socialo-communiste ; 2) chant de combat marxiste. *Die goldene Internationale* (l'Internationale dorée) : puissances supra-nationales judéo-capitalistes. »³ Quant à « *der Kosmopolit* », il est encore synonyme de « *Weltbürger* »⁴ (citoyen du monde) mais, à la même époque, dans le vocabulaire courant du III^e Reich, la notion de « *Weltbürgertum* » est remplacée par celle de « *Weltjudentum* » (judaïsme mondialisé) ou « *jüdische Hochfinanz* » (haute finance juive) – dont le programme du parti nazi (*Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei*, NSDAP, Parti national-socialiste allemand des ouvriers) de 1928 exigeait que les « actions spéculatives et subversives s'exerçant au détriment du peuple allemand » soient implacablement combattues.

Pour tenter de préciser les théories et les pratiques du darwinisme social en Allemagne, j'analyserai, dans un premier temps, les idées de quelques-uns des principaux représentants de la postérité de Darwin et de Gobineau. J'aborderai ensuite l'application faite par le national-socialisme du principe de sélection des plus « performants » à travers les programmes eugénistes dits « positifs » – d'encouragement institutionnel à la procréation –, et négatifs – de stérilisation forcée et d'euthanasie. J'évoquerai, enfin, à partir de l'exemple de la Pologne démantelée, annexée et occupée, pourquoi et

¹ Cf. Victor Klemperer, *Lingua Tertii Imperii. Notiz eines Philologen*, Berlin, Aufbau Verlag, 1947. En français : *LTI, la langue du Troisième Reich. Carnets d'un philologue*, Paris, Albin Michel, 1996. Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires*, édition augmentée, Paris, Hermann, 2004.

² Notamment : *Volkstum, Volksgenosse, Volksgemeinschaft, Volksdeutsch, Deutsche Volksliste, Fremdvölkische, Umvolkung, Herrenrasse, minderwertig, hochwertig, artfremd, artverwandtes Blut, Aufnordung, Eindeutschung, Abstammungsnachweis, Rassenschande, Rassenhygiene, Erbgesundheit, Ballastexistenzen, lebensunwertes Leben, Gnadentod, Auslese, Ausmerze, Aussiedlung, Anselung, Lebensraum, Grossraumpolitik*.

³ *Sprach-Brockhaus*, Leipzig, 1938, p. 284.

⁴ *Ibid.*, p. 335.

comment ont été mis en œuvre des plans de transferts et de restructuration (*Umvolkung*) des populations de l'Europe dans le cadre d'une stratégie dite de « grand espace ».

Principaux représentants de la postérité de Darwin (1809-1882) et de Gobineau (1816-1882) en Allemagne

Ernst Haeckel (1834 -1919) a été, outre-Rhin, le premier à interpréter et à diffuser la théorie de l'évolution et l'idée de sélection naturelle. Quatre ans après la parution en Grande-Bretagne de *De l'origine des espèces* (1859), et trois ans seulement après sa traduction en allemand, il fait une communication qui ne passe pas inaperçue. Cela se passe à Stettin, le 19 septembre 1863, au 38^{ème} Congrès de recherche en sciences naturelles et en médecine. L'exposé est intitulé « De la théorie de l'évolution de Darwin ». L'idée géniale de Haeckel est de présenter l'œuvre de Darwin non seulement dans ses implications scientifiques, mais aussi et surtout comme une philosophie, une explication globale, cosmique, de l'origine de la vie, et aussi comme une éthique individuelle. Autrement dit, l'apport philosophique et politique essentiel de Haeckel sera d'affirmer que les lois de l'évolution, conçues en termes biologiques, concernent non seulement le monde végétal et animal, mais l'ensemble des phénomènes cosmiques, et notamment les sociétés humaines.

La nouvelle conception du monde prônée par Haeckel est perçue par ses contemporains comme moderne, scientifique, parce qu'elle recourt à des arguments prétendant balayer les préjugés et les légendes propagées par les Églises. Jusqu'au tournant du siècle, cet anticléricalisme militant rassemble la gauche social-démocrate et une partie de la droite, notamment la bourgeoisie du Parti national-libéral. En effet, après l'échec de la révolution de 1848, celle-ci est en quête d'une idéologie de rassemblement national et soutient les efforts déployés par Bismarck pour fonder un état unifié et fort, tout en tenant à distance à la fois les catholiques, suspects en raison de leur allégeance à Rome, et les sociaux-démocrates, parce qu'ils sont internationalistes et partisans de la lutte des classes. Nombreux sont, ainsi, ceux qui croient pouvoir se rassembler sous la bannière de la Ligue moniste, fondée par Haeckel à Iéna, en 1906. Son programme a été longuement développé dans la revue *Kosmos. Zeitschrift für einheitliche Weltanschauung auf grund der Entwicklungslehre* (Revue pour une conception du monde unifiée sur la base de la théorie de l'évolution), qu'il a lui-même dirigée de 1877 à 1886. Alors que les idées social-démocrates gagnent de plus en plus de terrain dans les bastions ouvriers d'une Allemagne qui s'industrialise à un rythme extrêmement rapide, le programme de la Ligue moniste se propose de contribuer à unifier la nation, non par une révolution sociale, mais par une révolution idéologique et culturelle. La Ligue ouvre ainsi la voie à ceux qui, à droite et

à l'extrême droite, vont élaborer, sous la République de Weimar, la doctrine de la « révolution conservatrice »⁵.

Le postulat selon lequel les sociétés sont régies par les mêmes lois fondamentales d'évolution, d'adaptation et d'élimination que la nature sera considéré par le national-socialisme comme le socle « scientifique » sur lequel il bâtira sa politique, autant intérieure qu'extérieure. Ces trois grands principes seront d'ailleurs célébrés en 1934 par le nouveau régime, à l'occasion du 100^{ème} anniversaire de Haeckel. Le 16 février 1943, lorsque Goebbels proclamera la « guerre totale », ils seront à nouveau repris et exaltés, à l'occasion de la fondation de la Société Ernst Haeckel, à Iéna, le jour du 109^{ème} anniversaire du professeur d'anatomie et de zoologie. Cette Société était patronnée et financée par le *Reichsstatthalter* et *Gauleiter* de Thuringe Fritz Sauckel⁶, mais son rôle n'était qu'honorifique. En revanche, le Comité scientifique de la Société Ernst Haeckel représentait l'aréopage des « sciences raciales », développées dans les centres de recherche scientifique, enseignées dans les facultés de sciences, de médecine, de lettres et sciences humaines, et appliquées par les différentes instances politiques, économiques, et sanitaires. On notait ainsi parmi les principaux membres du Comité le professeur Karl Astel, président de l'« Office régional de Thuringe pour les questions raciales », directeur des services de santé publique de Thuringe et recteur de l'Université Friedrich Schiller de Iéna, le professeur Günther Just, directeur de l'« Institut des sciences de l'hérédité » à l'Université de Greifswald, le professeur Theodor Mollison, directeur de l'Institut d'anthropologie à l'Université de Munich, et le professeur Otto Reche, directeur de l'« Institut pour les sciences de la race et des peuples » à l'Université de Leipzig.

Théories et pratiques eugénistes, tristes utopies d'amélioration des « races humaines »

Jusqu'à la fin de la République de Weimar ont coexisté deux conceptions différentes de l'eugénisme. Les tenants de la première, appelée « hygiène sociale », appartenaient à la mouvance sociale-démocrate, tels Karl Kautsky, Alfred Grotjahn ou Magnus Hirschfeld⁷. Partant du constat, largement partagé au tournant du siècle, d'une « dégénérescence » des sociétés indus-

⁵ Par exemple : Oswald Spengler, *Der Untergang des Abendlandes. Umriss einer Morphologie der Weltgeschichte* (Le déclin de l'Occident. Esquisse d'une morphologie de l'histoire du monde), t. 1, Vienne, 1918 et t. 2, Munich, 1922 ; Arthur Moeller van den Bruck, *Das Dritte Reich*, Berlin, 1923 ; Carl Schmitt, *Der Begriff des Politischen* (La notion de politique), Munich, 1927 ; Ernst Jünger, *Der Arbeiter. Herrschaft und Gestalt* (Le travailleur. Domination et Figure), Hambourg, 1932.

⁶ Fritz Sauckel (né en 1894, exécuté le 16.10.1946 à Nuremberg) est nommé par Hitler, le 21 mars 1942, Responsable général pour l'organisation du travail, pour toute l'Europe occupée. Il supervise ainsi la déportation de plusieurs millions de travailleurs, de l'Est (Pologne et URSS), comme de l'Ouest. En France, par exemple, le STO a contraint plus de 600 000 hommes des classes 1921 et 1922 à participer à l'effort de guerre du Reich.

⁷ Liliane Crips, *Hirschfeld, Magnus, 1868-1935*, in : *Dictionnaire historique et critique du racisme*, Pierre-André Taguieff (dir.), Paris, PUF, 2013, p. 843-844.

trielles due aux conditions de travail et de vie désastreuses imposées aux classes laborieuses, ils estimaient urgent d'améliorer leur sort. Aussi préconisaient-ils le développement des mesures d'hygiène au travail ainsi que dans l'habitat, notamment ouvrier, les mesures de protection de la maternité et de la petite enfance, le sport, la lutte contre l'alcoolisme, la tuberculose et la syphilis, l'éducation en général et l'éducation sexuelle en particulier. Ils plaidaient donc pour une politique sociale favorable aux plus démunis, autant sur le plan de l'assistance médicale que par l'attribution d'allocations aux chômeurs, aux invalides, aux handicapés, ou de pensions aux plus âgés. Mais par ailleurs, ils estimaient nécessaire de promouvoir, sur le plan individuel et en accord avec les personnes concernées, ou du moins avec le consentement explicite des familles dans certains cas de maladies mentales, le droit à la stérilisation, ou à l'avortement, de personnes atteintes de « tares héréditaires ».

Déjà affaibli, à la fin de la République de Weimar, par la crise économique qui mettait en péril les fondements mêmes de la politique sociale, ce courant d'« hygiène sociale » fut immédiatement et totalement éliminé par le nazisme. Ce fut le début du règne sans partage de l'« hygiène raciale » (*Rassenhygiene*), prônée de longue date par la droite *völkisch*. Dès les années 1880/1890, alors que, malgré les lois d'exception de Bismarck contre la social-démocratie, celle-ci parvenait non seulement à maintenir son influence, mais à l'élargir – ce qui était perçu comme une menace grandissante par le pouvoir – plusieurs théoriciens, tels Woltmann⁸ ou Ploetz⁹, élaboraient des théories de rassemblement national centrées sur la supériorité de la « race aryenne » ou « nordique » et la stigmatisation, voire l'élimination, de différentes minorités ethniques – les Tziganes¹⁰, les Juifs, les Noirs, les métis, ou les Slaves –, sexuelles – les homosexuels – ou les malades mentaux. La redécouverte des lois de Mendel les avait convaincus que les qualités acquises ne se transmettent que très partiellement aux générations suivantes, et que les individus et groupes sociaux déclarés « inférieurs » constituaient un danger redoutable pour la « communauté raciale du peuple » (*Volksgemeinschaft*). Ils estimaient que les aides sociales et médicales attribuées par les pouvoirs publics devaient être réservées aux familles « de sang allemand », en bonne « santé héréditaire » (*Erbgesundheit*). En résumé, leur argumentaire était le suivant. Partant du double constat que le taux de reproduction des catégories « inférieures » – délinquants et malades mentaux – était nettement supérieur à celui des groupes « supérieurs », que les sommes dépensées pour les héberger, les nourrir et les soigner étaient non seulement élevées, et même de plus en plus élevées en raison de leur accroissement rapide, mais aussi que les tentatives de rééducation et les soins qu'on leur prodiguait s'avéraient généralement vains, ils concluaient qu'il serait beau-

⁸ Anne Quinchon-Caudal, *Woltmann, Ludwig, 1871-1907, Dictionnaire historique et critique...* (op. cit.), p. 1899-1901.

⁹ Benoît Massin, *Ploetz, Alfred, 1860-1940, Dictionnaire historique et critique...* (op. cit.), p. 1342-1343.

¹⁰ Liliane Crips, *Tziganes, Dictionnaire historique et critique...* (op. cit.), p. 1793-1794.

coup plus utile d'utiliser ces fonds en faveur d'individus et de groupes « sains » et de « race aryenne ».

Dès 1927, ces conceptions ne sont plus l'apanage de quelques cercles scientifiques. Elles sont développées dans un cadre institutionnel, à Berlin, au sein de la prestigieuse Société de recherche scientifique *Kaiser Wilhelm*, par l'« Institut d'anthropologie, d'hérédité humaine et d'eugénisme », lui aussi de renommée internationale, par des chercheurs qui font autorité, comme Eugen Fischer¹¹ ou Fritz Lenz¹². Les principes inégalitaires de l'« hygiène raciale » sont répandus dans toutes les disciplines, comme le montrent les articles publiés dans la revue interdisciplinaire, elle aussi réputée : « *Archiv für Rassen- und Gesellschaftsbiologie* » (1904-1944) (Annales de biologie raciale et sociale), dans laquelle publient d'éminents spécialistes de sciences humaines et sociales, des sciences de la vie et de diverses spécialités médicales.

Parmi les principales mesures eugénistes (« positives » ou « négatives ») prises par l'État nazi, il faut citer, en premier lieu, les encouragements prodigués à la procréation, à la double condition que les géniteurs soient « en bonne santé génétique » et de « race aryenne ». La norme sociale de deux enfants seulement, qui prévalait dans les couches urbaines sous la République de Weimar, est vivement critiquée dès le début des années trente, et l'une des premières mesures sociales édictées en 1933 consiste à attribuer les logements sociaux en priorité aux familles (très) nombreuses. Une loi, promulguée le 1er juin 1933 (*Gesetz zur Verminderung der Arbeitslosigkeit*, Loi de diminution du chômage) institue, en son paragraphe 5, un prêt aux jeunes mariés pouvant atteindre 1 000 RM – une somme non négligeable représentant trois ou quatre fois le salaire moyen. Ce prêt est remboursable à raison de 25 % par naissance, dispositif qui remporte un grand succès, dans un premier temps, puisque la moitié des jeunes époux de l'année 1933 obtiennent ce prêt. Au cours des années suivantes, l'engouement diminue, parallèlement à la baisse du chômage.

Une autre forme d'eugénisme, que le régime nazi déclare « positif », est la création de l'organisation *Lebensborn* (Source de vie), en décembre 1935, par le « Service central de la race et des implantations » (*SS-Rasse- und Siedlungshauptamt*) des SS. Considérés comme une élite politique et raciale absolue, ses membres sont soumis à des règles rigoureuses, avant même l'arrivée au pouvoir du NSDAP. Ainsi, le *Heiratsbefehl* (ordre concernant le mariage) édicté par Heinrich Himmler le 1.1.1932, précise qu'outre le certificat d'aryanité qu'elles doivent produire, les futures épouses de SS doivent subir un examen racial et de « santé héréditaire », et les époux sont incités à engendrer au moins quatre enfants. Mais les objectifs de *Lebensborn* ne s'inscrivent pas exclusivement dans le cadre institutionnel du mariage, en raison de la politique expansionniste de l'Allemagne inscrite dans les faits, dès le

¹¹ Liliane Crips, *Fischer Eugen, 1874-1967, Dictionnaire historique et critique... (op. cit.)*, p. 682-683.

¹² Liliane Crips, *Lenz, Fritz, 1887-1976, Dictionnaire historique et critique... (op. cit.)*, p. 997-998.

lancement du Plan quadriennal de militarisation de l'industrie, en 1936. En effet, la germanisation programmée du continent européen, impliquée par l'élargissement de l'« espace vital » (*Lebensraum*), conduit les dirigeants, notamment Heinrich Himmler, à développer le plus rapidement possible une « élite raciale » censée incarner, au plus haut degré, les qualités « nordiques ». Parallèlement au Plan quadriennal sont donc élaborés plusieurs plans démographiques ainsi que des transferts de population – dont le *Generalplan Ost*, évoqué ultérieurement. Quant à *Lebensborn*, l'organisation – qui a toujours fonctionné sur la base du volontariat, et offert son soutien à des mères célibataires « aryennes » – implanta neuf centres à l'intérieur des frontières du Reich, jusqu'à 1939, puis onze centres dans certains pays occupés ou alliés, notamment au Luxembourg, en Belgique, en France, aux Pays-Bas, et surtout en Norvège. Entre 1936 et 1945, elle prit en charge près de 17 000 naissances, dont 12 000 en Norvège¹³.

L'autre volet de l'idéologie nazie d'amélioration de la « race » a consisté à identifier, interner, stériliser, exclure puis éliminer les individus dits atteints de « tares héréditaires » et, à partir de 1935, à organiser la ségrégation, la déchéance des droits civiques et économiques, l'internement, l'expulsion, et à partir de 1939, la déportation et la mise à mort de groupes de « race étrangère » (*fremdvölkisch*) déclarés « inférieurs ». Sont ainsi élaborées plusieurs lois dont l'application est contrôlée par un important appareil bureaucratique-médical. Le 14 juillet 1933 est promulguée la « Loi de prévention d'une descendance porteuse de tares héréditaires » qui prévoit la stérilisation forcée de personnes atteintes d'épilepsie, de surdité ou de cécité à la naissance, de graves malformations physiques, de schizophrénie ou, d'une manière générale, de maladies mentales. Le 25 juillet de la même année sont créés les Tribunaux de santé héréditaire auxquels sont soumis les dossiers litigieux. Ces instances sont présidées par un juge, assisté de deux médecins dont l'un doit, obligatoirement, appartenir aux services de santé publique.

À partir du 15 septembre 1935, le nombre de personnes mises au ban de la société augmente considérablement avec la promulgation des deux lois de Nuremberg. La première, dite « Loi de citoyenneté du Reich », instaure la distinction entre citoyens de première classe (*Reichsbürger*), de « sang allemand » ou de « race apparentée » (*artverwandt*), et simples « ressortissants » (*Staatsangehörige*), les non « aryens ». La seconde, la « Loi sur la protection du sang allemand et de l'honneur allemand », interdit le mariage et les relations sexuelles extra-conjugales entre Juifs et personnes de « sang allemand ». Cette loi interdit également aux Juifs d'employer à domicile des femmes de « sang allemand » âgées de moins de 45 ans, et introduit, dans son paragraphe 2, un nouveau délit, celui de « souillure de la race » (*Rassenschande*). Cet arsenal législatif est complété, le 18 octobre de la même année, par la « Loi sur la protection de la santé héréditaire du peuple

¹³ Cf. Georg Lilienthal, *Der "Lebensborn e.V.", Ein Instrument nationalsozialistischer Rassenpolitik*, Francfort, 1993.

allemand » qui institue un certificat d'aptitude au mariage. Cette loi interdit le mariage aux personnes porteuses de « tares héréditaires » (répertoriées dans la loi du 14 juillet 1933 sur la stérilisation obligatoire) ou en cas de danger de contamination (par la syphilis, notamment).

Autre aspect de cette politique de persécutions pour cause de « souillure de la race » : la stérilisation secrète, au cours de l'été 1937, sans aucune base légale et sans le consentement des intéressés et de leur famille, de 400 enfants et adolescents, âgés de 7 à 19 ans, désignés par les nazis sous le terme de « bâtards de Rhénanie » (*Rheinlandbastarde*) parce qu'issus d'une mère allemande et d'un père ayant appartenu aux forces alliées d'occupation de la Rhénanie dans les années vingt.

Un autre aspect de l'application de principes de sélection, censés contribuer à l'amélioration de la « race », apparaît à travers la politique d'euthanasie. Dès 1935, Hitler avait déclaré à Gerhard Wagner, Président de l'Ordre des médecins, qu'il n'hésiterait pas à la mettre en pratique lorsque la guerre serait déclarée parce qu'alors, elle serait plus facilement acceptée par la population. Dès le déclenchement de la guerre, en effet, il désigne deux de ses proches pour diriger les opérations. Karl Brandt (1904-1948), chirurgien et médecin personnel d'Hitler depuis 1934, est nommé « Responsable de l'euthanasie »¹⁴, ainsi que Philipp Bouhler (1899-1945), Chef de la Chancellerie du *Führer*¹⁵. Les deux hommes sont placés directement sous les ordres d'Hitler. Leurs décisions sont légalisées par une circulaire, antidatée du 18 août 1939 et signée par le Ministre de l'Intérieur, Wilhelm Frick. Elle enjoint aux médecins et aux sages-femmes de communiquer aux autorités les noms de tous les enfants de 0 à 3 ans atteints de handicaps physiques ou psychiques. En 1940 et 1941, cette obligation est étendue aux adolescents jusqu'à l'âge de 16 ans, puis aux adultes. Selon une procédure tenue secrète, les 100 000 déclarations qui furent rédigées entre 1939 et 1945 étaient tout d'abord transmises par le Ministère au bureau II b de la Chancellerie du *Führer* qui les communiquait à un groupe de trois « experts ». Le trio était composé de Werner Catel (1894-1981), professeur de pédiatrie et directeur de l'hôpital pédiatrique universitaire de Leipzig, de Hans Heinze (1895-1983), psychiatre, directeur de l'hôpital de sinistre réputation Goerden/Brandebourg, et enfin d'Ernst Wentzler (1891-1973), pédiatre réputé (notamment des familles Göring et Brack¹⁶) et directeur d'un hôpital pédiatrique à Berlin. Ces médecins examinaient les dossiers – sans voir les enfants – et « sélectionnaient » les condamnés à mort : un signe plus, de couleur rouge, signifiait la mort immédiate, un signe moins ou un point d'interrogation, en bleu, un sursis. Les enfants « sélectionnés » étaient alors

¹⁴ Condamné à mort le 20.08.1947 à Nuremberg, lors du procès des médecins, il fut exécuté le 02.06.1948.

¹⁵ Arrêté par les Américains le 19.05.1945, il se suicide près de Dachau.

¹⁶ Victor Brack (1904-1948), colonel SS, proche d'Heinrich Himmler, adjoint de Philipp Bouhler à la Chancellerie du *Führer* depuis 1934, organisa à partir de 1939 l'extermination des handicapés puis, à partir de 1942, celle des Juifs, dans les camps de Belzec, Sobibor et Treblinka. Condamné à mort le 20.08.1947 à Nuremberg, lors du procès des médecins, il fut exécuté le 02.06.1948.

transportés dans des « hôpitaux intermédiaires » afin de les éloigner de leurs familles, puis répartis dans une trentaine de « services spécialisés », au sein d'hôpitaux ou de cliniques généralistes. C'est là qu'ils étaient assassinés, généralement par administration de médicaments (des barbituriques de la marque « Luminal ») surdosés, et associés à une longue sous-alimentation. Bien que le nombre exact de victimes demeure inconnu jusqu'à nos jours – les archives des services concernés ayant été systématiquement détruites par le régime nazi –, on estime qu'entre 5 000 et 8 000 enfants ont péri ainsi. En 1940, les principaux centres de mise à mort d'enfants malades, à l'intérieur des frontières du Grand Reich, étaient Goerden/Brandebourg, Niedermarsberg/Westphalie, Steinhof à Vienne, et Eglfing-Haar, près de Munich.

Après l'invasion de la Pologne, les autorités nazies étendirent, à l'Est, le plan d'extermination des populations et y poursuivirent, pendant toute la durée de la guerre, l'assassinat de plusieurs milliers de malades internés des hôpitaux psychiatriques, notamment autour de Litzmannstadt (Lodz), de Varsovie, de Posen (Poznan), de Cracovie ou de Bialystock. En janvier 1941, 80 000 handicapés mentaux avaient déjà été assassinés et 60 000 devaient suivre jusqu'en 1943¹⁷.

D'avril 1941 à la fin de l'année 1944, un programme d'élimination de prisonniers « improductifs », connu sous le nom de code « 14f13 », conduisit à la mise à mort de 50 000 détenus dans les camps de concentration.

**« Stratégie du grand espace » (*Grossraumstrategie*) dans
l'Europe occupée (1939-1945).
La Pologne : laboratoire de l'« Ordre nouveau »**

Dans les années trente, et plus encore à partir de 1933, une discipline connaît un essor considérable en Allemagne : la « science des populations » (*Bevölkerungswissenschaft*). Au cours de ces années 1933-1945, elle se situe à l'interface de la démographie, des statistiques, mais aussi de la sociologie, de l'anthropologie, de la géopolitique, de l'économie, de l'économie politique, de l'agronomie, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et, *last but not least*, de l'« hygiène raciale », bref une « science » qui pratique un haut degré d'interdisciplinarité. Son objectif déclaré est de parvenir à définir les principaux paramètres d'un « Ordre nouveau » conçu, dès le début des années trente, pour organiser le « grand espace » européen à conquérir puis à restructurer selon les besoins du Reich. On voit donc qu'il n'est pas plus question, ici, de liberté de circulation que de quelconques droits individuels. Tous les individus sont définis, en premier lieu, par leur assignation « raciale », les différentes « races » étant elles-mêmes hiérarchisées.

¹⁷ À la date du 31.1.1941, Goebbels notait dans son *Journal* : « Parlé avec Bouhler de la liquidation tacite (*stillschweigend*) de malades mentaux. 80 000 sont déjà partis. 60 000 doivent encore partir. Bouhler est l'homme qu'il faut pour cela ». Cité par Ernst Klee, in : *Das Personenlexikon zum Dritten Reich. Wer war was vor und nach 1945*, Francfort., Fischer, 2003, p. 68.

Elles sont examinées dans une triple perspective : méritent-elles, ou non, d'exister ? Si oui, en quel nombre ? Sur quel territoire ?

Il apparaît donc que la planification *Blut und Boden* (Sang et Sol) de l'« Ordre nouveau » se caractérise par une conception des populations qui les déconnecte plus ou moins totalement des territoires sur lesquels elles sont implantées – à l'exception, notable, des populations « de sang allemand » et de « haute valeur » habitant dans le *Altreich* (le « sol » de l'Allemagne dans les frontières de 1937). Plus précisément encore, ce « sol » constitue, pour le national-socialisme, la partie centrale à laquelle viennent s'agréger différents territoires – ce qui se réalisera entre 1938 et 1945. Selon leur « sang », mais aussi selon leur utilité sociale conjoncturelle pour le *Reich*, leurs habitants seront soit maintenus sur place, soit transférés ailleurs, en tant que main-d'œuvre agricole ou industrielle, ou bien éliminés s'ils sont jugés inutiles ou dangereux. Considérées comme un « facteur » décisif, autant sur le plan quantitatif que qualitatif, les populations représentent donc un « matériau humain » susceptible d'être déplacé d'un territoire à l'autre, de la même façon que les ressources naturelles peuvent être extraites à un endroit, puis transportées et utilisées à un autre. L'unique objectif affiché de cette « science des populations » est d'exploiter la totalité des ressources humaines et matérielles disponibles sur un territoire donné. Autrement dit, le principe fondamental sur lequel repose la planification est l'élimination des « coûts improductifs » (*tote Kosten*), et l'augmentation de la productivité du « grand ensemble économique » (*Grossraumwirtschaft*). D'où le rôle central attribué à la « sélection » des individus et des groupes pour maximiser les gains de productivité.

Appliqué, comme on l'a vu précédemment, à l'élimination d'individus dont la vie est jugée « indigne d'être vécue » (*lebensunwertes Leben*) par les autorités nazies, le principe de « sélection » commande aussi la hiérarchisation raciale et sociale des populations ainsi que leur « réaffectation » territoriale. Celle-ci est plus ou moins volontaire – selon qu'il s'agit des *Volksdeutsche*, ces Allemands « de souche » vivant à l'extérieur des frontières du Reich – par exemple dans les pays baltes, la Bessarabie, la Bucovine, la Ruthénie, le Banat, la Transylvanie, ou la Volhynie –, ou plus généralement forcée, par les déportations de Polonais juifs ou non juifs, et des différents peuples, majoritaires et/ou minoritaires, habitant dans les régions occidentales de l'URSS jusqu'en 1941.

Ne pouvant évoquer ici toutes les populations concernées par ces plans, notamment les Tziganes, les Noirs, les métis, les Juifs et les Slaves, je me bornerai à présenter, à titre d'exemple représentatif, celui d'une ville polonaise située au sud-est du Gouvernement général, entre Lublin et Lemberg (Lwow), à la frontière du Commissariat du Reich en Ukraine : Zamosc, en l'an 1942, c'est-à-dire après l'invasion de l'URSS. Le choix de la Pologne occupée se justifie dans la mesure où, avant même le 1^{er} septembre 1939, ce pays a été considéré par les théoriciens et les planificateurs nazis comme un laboratoire pour la mise en œuvre ultérieure de politiques de transferts de populations, plus massifs encore en URSS.

Ainsi, dans le cadre des travaux de recherche menés par les spécialistes des pays de l'Est européen (*deutsche Ostforschung*), Theodor Oberländer¹⁸, directeur depuis 1933 de l'Institut d'économie d'Europe de l'Est de Königsberg, et l'un des « experts » de la Pologne les plus en vue sous le Troisième Reich, publiait en 1935 un ouvrage qui devait faire référence pendant plusieurs années. Intitulé « La surpopulation agraire de la Pologne » (*Die agrarische Überbevölkerung Polens*), il démontrait que, sur les 34 millions d'habitants, 70 % vivaient de l'agriculture, à la tête d'entreprises dont la petite ou même la très petite propriété était la forme dominante. Notant que les quelques quatre millions de paysans sans terre étaient réduits à la plus grande pauvreté, Oberländer concluait que, pour rendre cette agriculture rentable, il faudrait en « retirer » huit à neuf millions de personnes. Dans le sud et le sud-est du pays, qu'il considérait comme particulièrement « surpeuplés », il avait calculé un taux de « surpopulation » de 75 % pour la région de Kielce, de 66,5 % pour celle de Cracovie, et de 62,3 % pour celle de Lemberg¹⁹.

Deux ans plus tard, en 1937, Peter-Heinz Seraphim, directeur du département Pologne de ce même Institut de Königsberg, dirigeait la publication d'un ouvrage collectif, sous le titre « La Pologne et son économie » (*Polen und seine Wirtschaft*). Il s'intéressait tout particulièrement au « problème » que constituait, à ses yeux, l'existence de trois millions de Juifs polonais, dont 7 % seulement habitaient en dehors des villes, et s'élevait contre la « domination qu'ils exercent sur l'ensemble du tissu économique polonais ». En conclusion, Seraphim jugeait indispensable de trouver une « solution » radicale pour ces populations « en surnombre »²⁰.

Quelques années plus tard, en 1942, un autre expert nazi de la Pologne, l'économiste Helmut Meinhold, estimait à 5,83 millions le nombre d'agriculteurs, familles comprises, qu'il fallait expulser du Gouvernement général : « un homme sur deux constitué, dans l'agriculture polonaise, un poids mort »²¹.

D'une façon générale, les autorités du Troisième Reich considéraient l'ère libérale comme définitivement révolue. En premier lieu devait dispa-

¹⁸ Theodor Oberländer (1905-1998), Professeur de politique agraire à l'Université Technique de Danzig (Gdansk), en 1934, puis à Königsberg (Kaliningrad), en 1937, où il est également chef de bureau à l'état-major du NSDAP en Prusse orientale. À partir de 1939, il est officier de l'*Abwehr* (services secrets), et titulaire, à partir de 1940, de la chaire de sciences politiques (*Staatswissenschaft*) à l'Université de Prague. En 1951, il est nommé Secrétaire d'État pour les réfugiés, en Bavière, puis de 1953 à 1960 Ministre des expulsés (*Vertriebenenminister*) par Konrad Adenauer, avant d'être contraint à la démission, en mai 1960, après une condamnation à la détention à perpétuité par contumace, prononcée le 29.4.1960 par le Tribunal suprême de la RDA.

¹⁹ Theodor Oberländer, *Die agrarische Überbevölkerung Polens*, Berlin, 1935, p. 51.

²⁰ Cité par Götz Aly et Susanne Heim, in : *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, Francfort, Fischer, 2004 (5^e édition), p. 93.

²¹ Helmut Meinhold, *Die nichtlandwirtschaftliche Überbevölkerung im ehemaligen Polen*, in : *Ostraumberichte*, Neue Folge 1, 1942, p. 132. De 1941 à 1944, Helmut Meinhold (1914-1994) a dirigé la section économique de l'*Institut für Deutsche Ostarbeit* placé, à Cracovie, sous la direction du Gouverneur général Hans Frank. En 1949, il a travaillé comme chef de service au Ministère fédéral de l'Économie, avant d'obtenir une chaire d'économie, à l'Université d'Heidelberg, en 1952.

raître la liberté de circulation de la main-d'œuvre parce qu'elle avait permis, regrettaient-elles, un exode massif vers le continent américain, c'est-à-dire une hémorragie de sang germanique. L'heure était à une gestion des flux étroitement réglementée par l'État :

Le national-socialisme a toujours récusé de la manière la plus catégorique le principe libéral d'autorégulation et de libre circulation de tout un chacun (...) Au « laisser-faire, laisser-passer », il a, volontairement, substitué le double impératif d'union de toutes les forces individuelles et de coordination rationnelle. Un impératif inspiré par l'idée la plus haute de ce qui représente l'intérêt du peuple tout entier²².

Le groupe d'experts chargés de programmer la logistique des transferts, déplacements forcés et déportations, ainsi que la sélection « scientifique » des populations, avait été mis en place par Heinrich Himmler, immédiatement après avoir été nommé « Commissaire du Reich pour le renforcement de la race allemande », le 7 octobre 1939. Grâce à leur travail, Himmler était en mesure de promulguer dès le 12 septembre 1940 un décret fixant la composition future de la population des territoires polonais annexés²³. En outre, ce décret instituait une « Liste allemande du peuple » (*Deutsche Volksliste*, DVL), qui rendait obligatoire le classement de toutes les populations des pays occupés ou annexés en trois catégories distinctes. La première concernait les individus « de race allemande » (*deutschstämmig*). La seconde, les individus « susceptibles d'être intégrés à la race allemande » (*eindeutschungsfähig*)²⁴. La troisième catégorie, enfin, regroupait les individus « de race étrangère » (*fremdvölkisch*). Quant aux Tziganes et aux Juifs – qu'il s'agissait, dans un premier temps, d'exproprier, d'expulser et de concentrer dans des ghettos –, ils étaient « Hors liste »²⁵. Pour les seules régions polonaises annexées à l'automne 1939, les experts avaient prévu la répartition suivante : 977 000 personnes dans la première catégorie, 1 928 000 dans la seconde et environ 6 millions dans la troisième²⁶.

Pour illustrer la rapidité avec laquelle les ordres du « Commissaire du Reich pour le renforcement de la race allemande » furent exécutés, on peut citer, à titre d'exemple, les « résultats obtenus » à la fin du mois de janvier

²² Propos tenus par Konrad Meyer à l'occasion de l'ouverture de l'exposition « Planification et construction à l'Est » à Posen (Poznan), le 23.10.1941, cité par Götz Aly et Susanne Heim, in : *Vordenker der Vernichtung*, (op. cit.), p. 157.

²³ « Décret concernant le contrôle et le tri de la population dans les territoires de l'Est annexés » (*Erlass für die Überprüfung und Aussonderung der Bevölkerung in den eingegliederten Ostgebieten*).

²⁴ Les « Consignes pour l'intégration à la race allemande de familles polonaises » (*Richtlinien für Eindeutschung polnischer Familien*) donnaient, en mars 1942, les précisions suivantes : « Le but recherché par l'intégration à la race allemande de familles d'autres nationalités est moins d'obtenir un accroissement du peuple allemand par adjonction d'hommes de race majoritairement nordique dinarique, il est plutôt de réduire qualitativement la couche dirigeante de l'ethnie étrangère », cité par Götz Aly et Susanne Heim, in : *Vordenker der Vernichtung*, (op. cit.), p. 138/139.

²⁵ Cf. l'article *Deutsche Volksliste* de Hermann Weiss, in : Wolfgang Benz, Hermann Graml, Hermann Weiss (dir.), *Enzyklopädie des Nationalsozialismus*, Klett-Cotta, Stuttgart, 1998 (3^e édition), p. 424-425.

²⁶ Cf. Götz Aly et Susanne Heim, in : *Vordenker der Vernichtung* (op. cit.), p. 145.

1940. À cette date, Heydrich avait organisé une conférence²⁷, afin de dresser un premier bilan des transferts. Au cours de celle-ci, il indiquait que, pour installer des Allemands originaires des pays baltes dans les régions annexées de Pologne, 87 000 Polonais juifs et non juifs avaient déjà été déportés et 40 000 Juifs devaient l'être prochainement. Il annonçait également que 120 000 Polonais seraient bientôt expulsés dans le Gouvernement général, cela afin d'installer dans leurs biens des Allemands de Volhynie. Enfin, quant aux Juifs qui vivaient dans les « districts de l'Est » (*Ostgaue*) nouvellement annexés, il était prévu de tous les « évacuer » – soit près de 500 000 personnes. Un objectif atteint en 1942.

Dans cette logique planificatrice, les transferts de population servaient non seulement à remplacer un groupe ethnique « inférieur » par un autre « supérieur », mais aussi à augmenter la productivité du travail. Les buts ainsi fixés étaient de diminuer la densité de population, augmenter la surface des domaines agricoles redistribués et modifier les structures sociales en éliminant certaines professions jugées inutiles. En 1941, dans les mois qui précéderent l'invasion de l'URSS, Heinrich Himmler chargea un groupe interdisciplinaire d'élaborer le *Generalplan Ost* (plan général pour l'Est). Ce document de synthèse prévoyait une restructuration complète des populations et de l'économie des territoires soviétiques, jusqu'à Leningrad au nord-est, l'Oural à l'est et la Crimée au sud-est. Sous la houlette de Konrad Meyer²⁸, les planificateurs étudiaient où et comment réimplanter un million de petits paysans allemands qui travaillaient des terres insuffisamment rentables dans le Reich – en Thuringe, par exemple –, ainsi que plusieurs centaines de milliers de *Volksdeutsche*, originaires notamment de Transylvanie. La ligne générale consistait à expulser, voire éliminer des populations de « races étrangères », tout en procédant à l'« intégration dans la population de race allemande » d'une infime minorité issue des « meilleurs éléments » de la population locale. Les chiffres évoqués par les experts nazis sont saisissants. D'une version du *Generalplan Ost* datée du 28 mai 1942, il ressort, en effet, que Konrad Meyer considérait comme souhaitable et réalisable l'élimination de cinq millions de Juifs, de deux millions de prisonniers de guerre soviétiques – par une sous-alimentation systématique (entre 700 et 1 000 calories par jour) –, et des trois millions d'habitants de la ville, assiégée, de Leningrad. Quant aux pertes de militaires et de civils provoquées par les affrontements en cours, Meyer les estimait à 5 millions. En ajoutant à ces chiffres celui des travailleurs déportés dans les usines et les fermes du Reich, il prévoyait une diminution totale d'environ 20 millions de

²⁷ *Ibid.*, p. 133.

²⁸ Konrad Meyer (1901-1973), a été directeur de l'Institut d'agronomie et de politique agricole à l'Université de Berlin à partir de 1934, puis Responsable, en 1936, du Groupe de travail du Reich pour l'étude des espaces territoriaux (*Reichsarbeitsgemeinschaft für Raumforschung*) ainsi que Vice-président du Centre de Recherche scientifique, la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (DFG). En 1939, il devient Chef du Bureau IV « Planification et Sol » (*Planung und Boden*) auprès du « Commissaire du Reich pour le renforcement de la race allemande », Heinrich Himmler. Le 10.3.1948, il est condamné à 2 ans et 10 mois de prison lors du procès contre les responsables de la politique raciale. De 1956 à 1964, il est titulaire de la chaire d'aménagement du territoire (*Landesplanung*) à l'Université Technique de Hanovre.

personnes vivant dans les régions occidentales de l'URSS, soit « en moyenne un tiers de la population »²⁹. Selon ce même document, la nouvelle élite de ces régions devait être constituée, dans les 25 ans à venir, par 4,9 millions d'Allemands « de souche », incluant 750 000 Estoniens et Lettons sélectionnés et formés par le Reich. En revanche, 31 millions de personnes devaient être déplacées³⁰ et 14 millions seulement conservées sur place, au titre de la main-d'œuvre « intégrable dans la race allemande ».

Afin de valoriser le plus rapidement possible les territoires conquis en URSS, les experts soulignaient l'importance d'assurer la continuité territoriale avec Berlin à travers la Pologne occupée, et donc le rôle géopolitique majeur de celle-ci. C'est pourquoi le *Generalplan Ost* prévoyait l'édification de nombreuses têtes de pont, de Wilna (Vilnius), Dünaburg (Daugavpils), Riga, Dorpat (Tartu), Reval (Tallinn) à Cracovie, Tarnow, Zamosc, Lemberg (Lwow), Radom, Lublin, Varsovie, Rowno, Berdicev, et à Kriwoj-Rog ou Nikolajev. Outre leur fonction stratégique et militaire, ces centres devaient faciliter l'encerclement des différents peuples slaves et contribuer à les isoler, les diviser, et donc à briser toute résistance à l'assujettissement³¹.

L'exemple du « projet Zamosc » est significatif dans la mesure où, conformément à l'idéologie du « sang » et du « sol », il révèle l'étroite imbrication des objectifs de restructuration raciale, sociale et économique de la planification territoriale. Si le *Generalplan Ost* attribue un rôle clé au district de Lublin, c'est précisément en raison de sa situation géographique stratégique pour coloniser le grand Est, à l'intersection de l'axe sud-est et de l'un des deux axes nord-est qui devaient relier le centre à la périphérie. Désenclavée et agrandie, à partir de juin 1941, par la conquête de la Galicie et de l'Ukraine, la région de Zamosc suscite un regain d'intérêt de la part des planificateurs, parce qu'elle devient une zone de transit entre l'ouest et l'est du « grand espace économique ». De plus, ses terres agricoles sont riches et elle dispose de gisements de pétrole exploitables. Elle remplit donc, selon les experts de Konrad Meyer, les conditions principales pour constituer un modèle de rationalisation économique et sociale où une main-d'œuvre, moins nombreuse, mais sélectionnée, qualifiée, et bien dirigée, produira (beaucoup) plus. Cela explique pourquoi Heinrich Himmler porte un très vif intérêt à ce projet phare, mis à exécution entre novembre 1942 et août 1943.

À la fin de l'été 1943, les promoteurs du « projet Zamosc » se félicitent de la tournure prise par les événements. En dix mois, toute la population juive de la région, soit 500 000 personnes, a été déportée dans des camps d'extermination, notamment à Belzec³². 116 000 Polonais ont été expulsés.

²⁹ Cf. Götz Aly et Susanne Heim, *Vordenker der Vernichtung*, op. cit., p. 414-415.

³⁰ Selon Michael Hensle, ce chiffre incluait l'élimination de « 50 % de la population tchèque, 65 % de la population ukrainienne, 75 % de celle de Biélorussie, 80 % de population polonaise et 100 % des Juifs », article « *Eindeutschung* », in : *Enzyklopädie des Nationalsozialismus*, op. cit., p. 439.

³¹ Götz Aly et Susanne Heim, *Vordenker der Vernichtung* (op. cit.), p. 403.

³² Premier des camps d'extermination des Juifs construit en novembre 1941 dans le cadre de l'« *Aktion Reinhardt* », à proximité de la ligne de chemin de fer reliant Lublin à Lemberg (Lwow), le camp de Belzec fut

Certains d'entre eux ont été transférés dans d'autres régions du Gouvernement général, d'autres astreints au travail obligatoire en Allemagne ; quant aux personnes non productives, les vieillards et les enfants, ils ont été assassinés à Auschwitz. La population polonaise – et en partie ukrainienne – qui subsiste est dirigée par une « élite » de 27 000 *Volksdeutsche*³³, originaires de différentes régions de l'Est européen.

Dans une édition parue en décembre 1943, la Pologne nouvelle, épurée, restructurée et rentabilisée, est décrite en ces termes par le célèbre guide de voyage Karl Baedeker : « D'une surface de 142 000 km², le Gouvernement général couvre 37 % de la superficie de l'ancien état. Il compte 18 millions d'habitants, dont 73 % sont polonais, 17 % ukrainiens, 0,7 % allemands ». Quant à la population juive, elle n'est plus mentionnée qu'au passé : « A Varsovie, sur 1,25 million d'habitants, 0,4 million *étaient* juifs, à Cracovie, il n'y a plus de Juifs (*judenfrei*), de même qu'à Lublin où le centre-ville *était* peuplé en grande partie de Juifs »³⁴.

Conclusion

La notion de citoyenneté, issue de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789) signifie égalité de droits et liberté, notamment de circulation. Or l'Allemagne nazie les récuse, l'une comme l'autre. Utilisant les théories « scientifiques » du darwinisme social censées démontrer l'inégalité atavique des individus et des groupes, l'« état total » impose, à l'intérieur des frontières du Reich, puis à l'échelle du continent européen, un strict contrôle des sphères publiques et privées. Au nom de l'intérêt général, celui de la « communauté raciale du peuple », c'est d'abord à la population allemande que s'applique la « sélection ». Ce principe organise la ségrégation, puis le regroupement dans des ghettos ou des camps et, enfin, la mise à mort de nombreuses catégories définies comme « indésirables », à partir de critères politiques, de « santé héréditaire », d'orientation sexuelle et/ou d'appartenance « raciale ».

Entre 1939 et 1945, les conquêtes militaires du III^{ème} Reich s'accompagnent de gigantesques transferts de populations civiles, contrôlées, hiérarchisées, fichées selon leur âge, leur état de santé, leur profession, leur langue, leur nationalité, leurs opinions politiques, leur religion et leur « race ». Les victimes militaires, mais aussi et surtout civiles, se comptent par millions. Le « Plan général pour l'Est » européen, élaboré par des experts mandatés par le *Reichssicherheitshauptamt* (Office central de la sécurité du Reich) d'Himmler prévoyait la mise en valeur agricole et industrielle de l'URSS occupée par une « élite » d'environ cinq millions de personnes de « sang allemand ou apparenté », dirigeant une main-d'œuvre locale sélec-

fermé en décembre 1942. 600 000 personnes y avaient été exterminées. Après avoir supprimé toutes les traces du passé, on fait édifier une ferme sur cet emplacement, au printemps 1943.

³³ Cf. Wolfgang Benz, « Zamosc », in : *Enzyklopädie des Nationalsozialismus*, op. cit., p. 809.

³⁴ Karl Baedeker, *Das Generalgouvernement. Reisehandbuch*, Leipzig, 1943, p. V.

tionnée, et réduite à quatorze millions de personnes. Tous les autres habitants devaient être déplacés – soit entre quarante et un et cinquante et un millions. Selon les catégories dans lesquelles les personnes étaient classées, les plans prévoyaient qu'elles soient déportées comme travailleurs forcés dans les entreprises agricoles ou industrielles du Reich, ou bien plus à l'Est, en Sibérie occidentale. Quant aux prisonniers de guerre soviétiques ou aux civils habitant Leningrad ou Stalingrad, aux malades mentaux, tuberculeux, aux Tziganes ou aux Juifs, ils devaient être assassinés sur place, comme le furent les 33 000 Juifs de Kiev au bord du ravin de Babi Yar, les 29 et 30 septembre 1941, ou dans des camps d'extermination. En raison de la situation militaire de la *Wehrmacht* qui commença à se dégrader au début de l'année 1943, les objectifs du *Generalplan Ost* ne purent pas être entièrement atteints.

Dans les plans d'un Reich s'étendant jusqu'à l'Oural, la Pologne occupait une place centrale, de par sa situation géographique, son histoire, l'importance de sa population juive, ses ressources agricoles, ses matières premières, et sa main-d'œuvre. Dès le début des années trente, elle fut l'objet d'études approfondies menées par les experts nazis de toutes disciplines. À partir de 1939, celles-ci furent largement utilisées par les services d'Hitler pour conduire leur politique de morcellement territorial, de répression politique et ethnique, de spoliations, de travail forcé, et d'assassinats.

On pourrait croire définitivement inactuelles toutes ces considérations sur les caractères héréditaires, l'inégalité génétique entre « inférieurs » et « supérieurs », ou l'importance des taux de fécondité comparés des populations pour expliquer, voire combattre la « décadence » (*Verfall*) en sélectionnant les populations (par exemple immigrées). Il n'en est rien. Tout récemment encore, l'ouvrage de Thilo Sarrazin *Deutschland schafft sich ab. Wie wir unser Land aufs Spiel setzen* (L'Allemagne court à sa perte. Comment nous mettons en péril notre pays)³⁵, publié en 25 000 exemplaires en août 2010, a été réédité quatre fois en septembre de la même année, avant de paraître en livre de poche, début 2013, et atteindre, aujourd'hui, un tirage de presque deux millions d'exemplaires. Certes, Thilo Sarrazin a été contraint de démissionner du Comité directeur de la *Deutsche Bundesbank*, en octobre 2010, mais la procédure d'exclusion du SPD n'ayant pas abouti, en 2011, en raison du soutien que lui ont apporté de nombreux adhérents, il en est toujours membre. Certains semblent encore convaincus, comme lui, que :

Le problème n'est pas que les descendants des individus les plus cultivés soient de moins en moins nombreux. Ce ne serait pas si grave si tous les hommes étaient dotés des mêmes capacités. La culture serait alors une simple question d'éducation. Le problème est que le degré de culture et l'intelligence héréditaire sont liés. Au fil du temps, il est donc néfaste pour le potentiel intellectuel d'une population qu'une catégorie d'individus intellectuellement supérieurs ait une fécondité inférieure à la moyenne et

³⁵ Munich, DVA, 2010. L'ouvrage est publié en français sous le titre *L'Allemagne disparaît*, éditions du Toucan, Paris, 2013.

qu'une catégorie d'individus intellectuellement inférieurs ait une fécondité supérieure à la moyenne³⁶.

³⁶ Thilo Sarrazin, cité par Christian Geyer, *So wird Deutschland dumm*, dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 26.08.2010.